

compromise par le mariage ambitieux et impolitique d'un fils du roi, le duc de Montpensier, avec une héritière éventuelle de la couronne d'Espagne.

Cette alliance rompait pour un intérêt purement dynastique l'alliance avec l'Angleterre que la nation supportait impatiemment, mais enfin qu'elle supportait dans un grand intérêt d'humanité, de liberté des mers, de commerce et d'industrie. En voyant tout à coup cette alliance jetée au vent pour un agrandissement de famille, la France crut reconnaître qu'il n'y avait de sincère que l'ambition dans les condescendances témoignées jusque là par son roi envers l'Angleterre. qu'à la première occasion on se jouerait de son sang, de ses industries, de son commerce, de sa marine pour établir à Madrid un prince de la famille d'Orléans. que le système de paix lui-même n'était qu'une hypocrisie de gouvernement et une forme de l'égoïsme dynastique.

IX.

De ce jour le roi dépopularisé dans le parti républicain par son trône, dépopularisé dans le parti légitimiste par son usurpation, fut dépopularisé dans le parti pacifique et gouvernemental par la guerre que le mariage espagnol suspendait sur la France. Il ne resta au roi qu'un ministère éloquent

dans le parlement, agréable à la cour, et deux fortes majorités dans les deux chambres. Le roi se croyait invincible avec ce personnel du pouvoir dans les mains mais il ne tenait que le mécanisme et pour ainsi dire le vêtement du pays. La nation n'y était plus. L'opinion lui avait échappé.

Les hommes politiques de l'opposition attachés au système monarchique, mais adversaires impatients du ministère, se consumaient depuis sept ans dans des luttes acerbées de tribune pour reconquérir le pouvoir.

M. Thiers en était l'âme, l'intelligence et la parole. La nature l'avait formé pour le rôle d'agitateur intestin d'une assemblée plutôt que pour celui de tribun d'une nation. Il y avait plus en lui du Fox et du Pitt que du Mirabeau. Ses discours qui avaient tant servi à consolider la monarchie de juillet pendant les premières années de faiblesse servaient maintenant à la déraciner de l'estime et du cœur de la nation. Le parti républicain trop peu nombreux dans la chambre pour s'y faire écouter, applaudissait avec complaisance aux mordantes et spirituelles attaques dirigées par cet orateur contre la couronne. Ces agressions et ces audaces de critique personnelle semblaient acquérir une autorité d'opposition plus ruineuse en empruntant la parole d'un ancien ministre et d'un ancien ami de la royauté. L'opposition prenait dans la bouche

d'un adorateur du trône quelque chose du caractère du sacrilège.

X.

L'opposition constante, modérée, toujours libérale, jamais personnelle de M. Odilon Barrot fortifiait de jour en jour dans le pays le sentiment honnête et mâle de la liberté sans dégrader autant la considération et l'autorité du trône. Les légitimistes effaçant leur principe et se bornant à une guerre de désaffection et de dénigrement obstinée, avaient dans M. Berryer un de ces orateurs à grande voix que la Providence réserve comme une consolation aux grandes causes vaincues. M. Guizot écrivain, orateur et philosophe, était l'homme d'État de la monarchie stationnaire. Son caractère, son esprit, son talent, ses erreurs, ses sophismes même avaient des proportions antiques.

Tous ces hommes vivent à côté de nous, les uns encore dans l'action, les autres à l'écart et dans l'exil. Il serait téméraire ou lâche de les juger. Le temps ne les a pas mis au point de vue de l'impartialité et de la distance. La vérité n'est que dans le lointain. On risquerait en les caractérisant aujourd'hui ou de manquer de respect à leur caractère ou de manquer d'égards à leur éloignement. Il suffit en ce moment de les nommer.

XI.

La nation était calme à la surface, inquiète au fond. Il y avait comme un remords dans sa prospérité qui l'empêchait d'en jouir en paix. Elle sentait qu'on lui dérobait une à une pendant son sommeil toutes les vérités philosophiques de la révolution de 89. qu'on la matérialisait pour lui ôter le souvenir et la passion des progrès moraux et populaires qui lui avaient fait remuer le monde cinquante ans auparavant. Son bonheur semblait le prix d'une apostasie. D'un autre côté, elle se sentait humiliée et menacée dans son existence nationale par une politique qui la subordonnait trop à l'Europe. Elle n'aspirait point à la guerre, mais elle voulait sa liberté d'action, d'alliance, de principe, et d'influence propre dans le monde. Elle manquait d'air extérieur. Elle se sentait trahie non de fait, mais d'esprit par la nouvelle dynastie qu'elle s'était imposée en 1830. Le roi était trop père et pas assez peuple.

Le journalisme, ce symptôme quotidien de l'état du pays, exprimait presque unanimement ce malaise de l'opinion. Le journalisme est la tribune universelle. Des hommes d'un talent fort, immense, varié, y parlaient avec une verve intarissable et une audace contenue au public. Les lois n'arrêtent que

les mots, elles n'arrêtent pas l'esprit des oppositions et des factions. Des écrivains de haute doctrine et de polémique transcendante avaient illustré le journalisme depuis André Chénier, Camille Desmoulins, Mirabeau, Bonald, Benjamin Constant, madame de Staël, Chateaubriand, Thiers, Carrel, Guizot, jusqu'aux publicistes actuels : les Bertin, les Sacy, les Girardin, les Marrast, les Chambolle, et une élite d'écrivains, de penseurs, de publicistes, d'économistes, de socialistes, génération politique nouvelle égale au moins par le talent, supérieure par la diversité à la génération du journalisme de la première période. ils se disputaient l'empire des esprits.

Le *Journal des Débats*, qui soutient les gouvernements tour à tour comme étant l'expression nécessaire des intérêts les plus essentiels et les plus permanents de la société, semblait rédigé par des hommes mûris dans le pouvoir. Il avait la gravité, l'élévation, le sarcasme dédaigneux, et quelquefois aussi la provocation poignante de la force. Il semblait régner avec la monarchie elle-même et se souvenir de l'empire. Les noms de tous les grands écrivains officiels qui concouraient ou qui avaient concouru depuis M. de Fontanes jusqu'à M. Villemain à sa rédaction lui donnaient un prestige de supériorité sur la presse périodique plus jeune d'années et de passion. L'ampleur et l'impartialité de

ses débats parlementaires, ses correspondances avec l'étranger, la sûreté et l'universalité de ses informations en faisaient le manuel de toutes les cours et de toute la diplomatie de l'Europe. C'était la note quotidienne du cabinet des Tuileries. Les sciences, la haute littérature, la philosophie, le théâtre, les arts, la critique s'y trouvaient analysés, reproduits, vivifiés dans ses feuilletons où la gravité n'était jamais lourde où la futilité même était relevée par la saillie d'Aristophane ou de Sterne. Il aura été donné à peu de feuilles légères de se continuer elles-mêmes pendant plus de cinquante ans et de faire pour ainsi dire partie de l'histoire de France.

Le *Constitutionnel* et le *Courrier français* avaient eu une grande part à la lutte de l'opinion libérale contre la restauration. Ils avaient popularisé la philosophie du dix-huitième siècle dans les masses. Sous la branche cadette, ils ne combattaient plus la dynastie. ils n'attaquaient que les ministres et la majorité des Chambres.

Le journal *la Presse*, fondé plus récemment avait envahi en peu d'années un immense espace d'opinion. C'était l'éclectisme appliqué au temps. le libéralisme sans ses préjugés révolutionnaires. la monarchie constitutionnelle moins sa servilité ministérielle. Un homme au style aventureux comme son esprit osait tout ce qu'il pensait dans ce journal. Tantôt soutenant, tantôt sapant, mais toujours

seul. Ses audaces étonnaient d'abord, puis subjuguèrent l'opinion. Même en les réprouvant le public s'intéressait à sa hardiesse de plume. Une femme déjà illustrée par la poésie, ajoutait sa grâce à cette force. Ses lettres sur la politique, les mœurs, les modes paraissaient toutes les semaines au bas du journal signées d'un nom de convention. Toute la France était dans le secret. On lisait à travers ce pseudonyme un nom déjà célèbre. Ce nom ne faisait que changer de prestige en se vulgarisant par l'atticisme, l'éloquence et le bon sens.

Le Siècle moins relevé de ton et d'idées que ces deux journaux s'était créé un immense auditoire parmi le public affairé des trafiquants des villes et des campagnes. Il passait pour s'inspirer de la pensée des orateurs de la gauche dynastique. La droiture et l'impartialité étaient ses deux moyens de succès. Il faisait plus de bien que de bruit. Il popularisait l'esprit et non les formes de la république. Il commençait l'éducation de cette classe laborieuse du pays, qui a besoin d'une monnaie d'idées toute frappée et d'une valeur moyenne pour ses échanges quotidiens. M. Chambolle lui donnait l'empreinte de l'honnête homme persévérant et courageux dans sa modération. *Le Siècle* entre ses mains était la saine démocratie de l'opinion. C'était plus qu'un journal, c'était le catéchisme de la Constitution.

La Gazette de France représentait moins un parti qu'un homme. M. de Genoude, esprit à la fois souple et impérieux, se pliait au temps dans l'illusion de plier ensuite le temps à sa propre pensée. Né au monde politique avec la Restauration, prêtre et citoyen, élève et ami des Bonald, des Lamennais, des Chateaubriand, des Villèle, il s'était attaché à la légitimité du pouvoir héréditaire comme à un dogme de sa conscience. Les États pour lui n'étaient que des familles. Il se trompait. les États sont des peuples. et ces peuples une fois leur enfance traversée, ne sont condamnés qu'à la tutèle de la morale et de la raison. La famille, c'est l'humanité. le père, ce n'est pas le roi, c'est Dieu.

Seulement M. de Genoude et son école accommodaient avec un persévérant artifice ce dogme à l'esprit du temps. Sa légitimité était plus libérale que la république. Tout ce que l'activité de l'homme, les ressources du publiciste, l'adresse de l'esprit, le courage du citoyen peuvent déployer de fécondité et de tactique pour un système, M. de Genoude le multipliait dans son journal. Il savait tous les ministères. il restait isolé dans son dogme et dans son individualité. Il était l'opposition de droit divin à tous les essais humains de gouvernement hors de son principe. Il applaudissait à chaque chute. il prophétisait chaque ruine. Il avait l'infailibilité de la menace contre tous et contre

tout. Beaucoup d'esprits mécontents parmi ceux que le temps laisse en arrière se complaisaient dans cette accusation perpétuelle d'impuissance et dans ce défi adressé aux hommes de la dynastie. Les oppositions les plus contraires se prêtent des armes contre l'ennemi commun. Les légitimistes en prêtaient aux républicains, les républicains aux légitimistes. M. de Genoude n'était plus un homme, c'était un système. *La Gazette de France* était plus qu'un journal, c'était l'anathème de la dynastie.

XII.

Le National était le journal de l'opinion républicaine, la pierre d'attente de la future révolution. Toutefois la république n'étant encore pour les masses qu'un pressentiment lointain, ce journal n'avait pas une immense clientèle dans le pays. On le lisait par une certaine curiosité d'esprit qui veut connaître ce que lui réservent les éventualités même les moins probables de l'avenir. C'était la satire prophétique plus que la philosophie du parti républicain. Ce journal se tenait dans des limites indéfinies entre l'acceptation du gouvernement monarchique et la profession de foi de la république. Quelquefois il semblait s'entendre trop intimement avec l'opposition purement dynastique.

Il manquait peu d'occasions de favoriser dans l'opinion les tactiques, les vues et la politique de M. Thiers. On le soupçonnait d'un concert occulte avec ce ministre en expectative de la dynastie, ou tout au moins de complaisance d'esprit envers ce parti.

M. Marrast le rédigeait. c'était le *Camille Desmoulins* sérieux et modéré de la future république. Jamais la facilité, la souplesse, l'imprévu, la couleur, l'image méridionale, la saillie gauloise ou attique ne décorèrent de plus d'ornements artificiels le poignard d'une polémique dans la main d'un Aristophane insouciant. Son esprit était l'éclair inattendu qui brille et menace à la fois en se jouant en losanges de feu à tous les points de l'horizon; si capricieux et si habile qu'il amusait en les éblouissant ceux-là même qu'il allait frapper. Mais le génie de ce style était la malice et non la haine. Jamais une image sanglante, jamais un souvenir néfaste, jamais une provocation funèbre n'attristaient ses pages. On sentait sous ce talent un esprit plein d'impartialité, peut-être même de scepticisme. La volupté de l'artiste politique au lieu du sombre fanatisme du sectaire. l'horreur du vulgaire, le dégoût du jacobinisme, l'effroi des proscriptions, le goût des lettres, de l'éloquence, de la tolérance, de la gloire dans la liberté, était l'idéal républicain de M. Marrast. Sa révolution

était le jeu d'esprit d'un homme d'imagination et d'un cœur bienveillant de femme.

Un autre journal prenait depuis quelque temps dans l'opinion une place étroite, mais menaçante en face du *National*. C'était la *Réforme*. Ce journal représentait la gauche extrême, la république incorruptible, la révolution démocratique à tout prix. Il passait pour personnifier les inspirations politiques de M. Ledru-Rollin et de trois ou quatre députés importants de la Chambre. C'était la tradition de la Convention renouée cinquante ans après les combats et les vengeances de la Convention. la Montagne avec ses foudres et ses fureurs au milieu d'un temps de paix et de sérénité. les accents de Danton dans une académie politique. une terreur de fantaisie, une colère systématique, un jacobinisme exhumé de l'âme des morts de 1794. un contresens à la république future en voulant la refaire dans des circonstances toutes différentes à l'image de la première république.

La *Réforme* pour remuer plus profondément le peuple et pour recruter tous les hommes d'action à la journée de la république touchait quelquefois à ce qu'on nomme le *socialisme*. C'est-à-dire que sans adhérer à aucune de ces sectes radicalement subversives et rénovatrices de la société, telles que le *Saint-Simonisme*, le *Fourriérisme*, l'*Organisation du travail* ou le *communisme*, la réforme jetait l'ana-

thème à l'ordre social existant. elle laissait entrevoir dans la révolution politique une révolution du prolétariat, du travail et de la propriété.

Mais plus habituellement ce journal répudiant les chimères bornait son opposition politique aux attaques directes et mortelles contre la royauté.

Il était rédigé habituellement par M. Flocon, main intrépide, esprit ferme, caractère loyal même dans la guerre d'opinion faite à ses ennemis. M. Flocon était un de ces républicains de la première race qui avaient pétrifié leur foi dans les sociétés secrètes, dans les conjurations et dans les cachots. Froid d'extérieur, rude de physionomie et de langage, quoique fin de sourire, simple et sobre d'expression, il y avait dans sa personne, dans sa volonté et dans son style quelque chose de la rusticité romaine. mais sous cette écorce un cœur incapable de fléchir devant la peur, toujours prêt à fléchir devant la pitié. Il avait de plus une qualité gouvernementale, bien rare chez les hommes nourris dans les habitudes d'opposition. Il savait ce qu'il voulait. Il le voulait à tout prix. il le voulait jusqu'au but mais il ne voulait pas au delà. En un mot, il savait s'arrêter à ce qui lui semblait juste, possible, raisonnable et il savait se retourner pour défendre sa limite d'idée contre ses propres amis. C'est-à-dire que sous le conspirateur il y avait dans M. Flocon l'homme d'action.

XIII.

Une sorte de coalition tacite entre tous les partis représentés par ces journaux ainsi que par d'autres éminents organes des opinions plus nuancées, tels que *le Courrier français*, *la Démocratie pacifique*, *le Commerce* s'était formée contre le ministère de M. Guizot. On avait à la fin de la session de 1847 concerté ensemble un plan d'agitation générale de Paris et des départements sous la forme de banquets politiques. L'initiative de cette agitation avait été prise par l'opposition dynastique comme si l'impatience eût été dans ces hommes rapprochés et ambitieux du pouvoir une passion plus âpre et plus aveugle que la logique même des républicains.

M. Thiers cependant ne semblait pas tremper de sa personne dans cette agitation. Peut-être sa prescience d'homme d'état et d'historien lui en découvrirait-elle de loin les dangers? Peut-être aussi sa situation de ministre en perspective après le triomphe de ses amis lui commandait-elle une réserve qu'il osa courageusement maintenir contre son propre parti.

M. Duvergier de Hauranne, ancien ami de M. Guizot, nouvel ami de M. Thiers, passionné dans les luttes, désintéressé après les victoires, nature éminemment parlementaire, plus fier de

remuer que de régner, sans autre soif que celle de l'influence, patriote vrai et courageux, sobre de gloire, probe d'ambition, entraîna les amis de M. Thiers, ceux de M. Barrot et M. Barrot lui-même dans ce mouvement. Le mot d'ordre était la réforme électorale.

XIV.

Le parti du *National* et celui de la *Réforme* aperçurent avec la clairvoyance de la passion la portée de cette mesure des banquets, mesure désespérée et révolutionnaire adoptée par l'opposition dynastique. Les républicains trop faibles de nombre et trop suspects à l'opinion pour oser et pour agir seuls allaient avoir pour auxiliaires les amis mêmes de la dynastie, les fondateurs du trône de Juillet, les auteurs des lois répressives, et la moitié au moins de la garde nationale et des électeurs. Une fois le pays en mouvement où s'arrêterait-il? Serait-ce à un simple changement de ministère? Serait-ce à une insignifiante adjonction d'électeurs privilégiés aux deux cent mille électeurs qui exprimaient à eux seuls la souveraineté du peuple? Serait-ce à une abdication du roi? Serait-ce à une régence de femme ou de prince pendant la minorité d'un enfant? peu leur importait. Toutes ces éventualités devaient profiter à leur cause.